

PREFECTURE DE L'EURE

**ARRETE N° D1/B1/10/290 ABROGEANT L'ARRETE N°D1-B1-10-130
DU 15 FEVRIER 2010 ET REGLEMENTANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE
SEVEPI, SISE A GUITRY, QUI EXPLOITE DES SILOS DE STOCKAGE DE
CEREALES DEGAGEANT DES POUSSIERES INFLAMMABLES.**

Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU

- la partie législative du code de l'environnement livre V – titre I,
- le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et notamment son article R 512-31,
- les articles 44 et 45 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- le guide d'état de l'art sur les silos rédigé par l'INERIS (version d'avril 2005),
- l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2004 demandant la remise d'une étude de dangers sur le silo de stockage avant le 1^{er} avril 2005,
- l'étude de dangers déposée par l'exploitant le 15 février 2006 et complétée le 12 août 2009,
- le rapport et les propositions en date du 8 décembre 2010 de l'inspection des installations classées,
- l'avis en date du 5 janvier 2010 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu),
- le projet d'arrêté porté le 26 janvier 2010 à la connaissance du demandeur,
- les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 10 février 2010,

- les observations présentées par le demandeur par courriers électroniques en date du 2 et 15 avril 2010,
- le rapport et les propositions en date du 28 avril 2010 de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT

- que la société SEVEPI exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables,
 - que l'accidentologie sur ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques graves,
 - qu'il appartient à l'exploitant de démontrer dans son étude de dangers, via une analyse de risques, les mesures permettant de prévenir et de protéger ses installations des risques d'explosion et d'incendie,
 - qu'il y a lieu, en application de l'article R212-31 du code de l'environnement, de fixer des prescriptions additionnelles pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976,
 - que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

- ARRETE -

LISTE DES CHAPITRES

ARRÊTÉ N° D1/B1/10/290 ABROGEANT L'ARRÊTÉ N°D1-B1-10-130 DU 15 FÉVRIER 2010 ET RÉGLEMENTANT L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SEVEPLSISE À GUITRY, QUI EXPLOITE DES SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES DÉGAGEANT DES POUSSIÈRES INFLAMMABLES. 1

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... 5

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION..... 5

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation..... 5

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs..... 5

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration..... 5

CHAPITRE 1.2 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS CLASSEES..... 5

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS..... 7

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION..... 7

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT..... 7

Article 1.5.1. Définition des zones de protection..... 7

Article 1.5.2. Obligations de l'exploitant..... 7

CHAPITRE 1.6 ARRETES, CIRCULAIRES INSTRUCTIONS APPLICABLES..... 8

TITRE 2 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES..... 9

CHAPITRE 2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 9

Article 2.1.1. Surveillance de l'exploitation..... 9

Article 2.1.2. Formation du personnel..... 9

Article 2.1.3. Consignes de sécurité et procédures d'exploitation..... 9

Article 2.1.4. Interdiction de fumer..... 9

Article 2.1.5. Permis de feu..... 9

Article 2.1.6. Déclaration des accidents et incidents..... 9

CHAPITRE 2.2 IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL..... 10

Article 2.2.1. Éloignement des locaux administratifs..... 10

Article 2.2.2. Accès aux installations..... 10

Article 2.2.3. Aires de chargement et de déchargement..... 10

CHAPITRE 2.3 PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE..... 10

Article 2.3.1. Prévention des risques d'explosion et d'incendie..... 10

Article 2.3.2. Dispositifs de sécurité des appareils de manutention et de filtration..... 11

Article 2.3.3. Prévention des risques d'incendie – nettoyage des installations..... 12

Article 2.3.4. Système d'aspiration..... 12

Article 2.3.5. Prévention des risques d'auto-échauffement..... 12

Article 2.3.6. Vieillessement des structures..... 13

CHAPITRE 2.4 MESURES DE PROTECTION..... 13

Article 2.4.1. Mesures de protection contre une explosion..... 13

Article 2.4.1.1. Événements et surfaces soufflables..... 13

Article 2.4.1.2. Découplage..... 13

Article 2.4.1.3. Autres dispositions..... 14

Article 2.4.1.3.1. Stockages des produits..... 14

Article 2.4.1.3.2. Séchoirs..... 14

Article 2.4.1.3.3. Stockage et distribution de propane..... 15

Article 2.4.2. Moyens de lutte contre l'incendie..... 16

TITRE 3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES..... 17

CHAPITRE 3.1 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ..... 17

Article 3.1.1. Porter à connaissance..... 17

Article 3.1.2. Changement d'exploitant..... 17

Article 3.1.3. Cessation d'activité..... 17

Article 3.1.4. Respect des autres législations et réglementations..... 17

CHAPITRE 3.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES..... 17

CHAPITRE 3.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENUS..... 17

CHAPITRE 3.4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS..... 17

TITRE 4	ÉCHÉANCES	19
TITRE 5	EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ	20
	<i>Article 5.1.1. Notification et communication</i>	<i>20</i>
	<i>Article 5.1.2. Exécution.....</i>	<i>20</i>

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SEVEPI dont le siège social est situé ZAC le normandie, hameau de Brécourt à DOUAINS (27120) est autorisée, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GUITRY, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

L'arrêté préfectoral n° D1-B1-10-130 du 15 février 2010 réglementant l'activité de la société SEVEPI, sise à Guitry est abrogé.

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des dispositions du présent arrêté.

L'établissement bénéficie de l'antériorité pour son activité de stockage classée sous la rubrique 2160 de la nomenclature.

Les dispositions des articles 1.1 (installations autorisées), 1.2 (liste des installations) et 4.15 (moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre) de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2003 sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté susvisé non contraires aux prescriptions du présent arrêté demeurent applicables.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Régime de classement	Désignation	Niveau d'activité
2160-1	A	Silos et installations de stockage de céréales, de grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables Le volume de stockage est supérieur à 15 000 m³.	Le stockage maximal de céréales est de 20 390 m³
1412	DC	Stockage de gaz inflammables liquéfiés La capacité équivalente totale est supérieure à 6 tonnes, mais inférieure à 50 t.	Cuve de propane limitée à 35 tonnes
2910-A2	DC	Installation de combustion, groupes électrogènes et séchoirs La puissance thermique maximale est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Installation de combustion (2 séchoirs) de 7,3 MW
1111-1	NC	Emploi ou stockage de substances et préparations <u>solides</u> très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 200 kg	Le stockage maximal dans le bâtiment est inférieure à 200 kg
1111-2	NC	Emploi ou stockage de substances et préparations <u>liquides</u> très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 50 kg	Le stockage maximal dans le bâtiment est inférieure à 50 kg

1172-3	NC	<p>Stockage de substances ou préparations dangereuses très toxiques pour les organismes aquatiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 20 t</p>	<p>Le stockage maximal dans le bâtiment est inférieur à 15 t</p>
1173	NC	<p>Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses toxiques pour les organismes aquatiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 100 t</p>	<p>Le stockage maximal dans le bâtiment est inférieur à 15 t</p>
1331-I	NC	<p>Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen du Parlement européen n° 2003/2003 et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001</p> <p>I- Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 15,75 % en poids ou moins sans limitation de teneur en matières combustibles - comprise entre 15% et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen <p>ces engrais sont susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue selon le test en auge défini dans le cadre de l'ONU</p>	<p>La quantité maximale d'engrais 1331.I est inférieure à 250 t</p> <p>La quantité maximale cumulée (dans le « bâtiment engrais ») des engrais solides classés sous les rubriques 1331 I et 1331 II est limitée à 500 t</p>
1331-II	NC	<p>Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen du Parlement européen n° 2003/2003 et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001</p> <p>II- Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 24,5 % en poids, et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen <p>la quantité totale stockée est inférieure à 500 t</p>	<p>La quantité des engrais 1331-I dont la teneur en azote est supérieure à 28% est limitée à 250 t.</p> <p>La quantité maximale cumulée (dans le « bâtiment engrais ») des engrais solides classés sous les rubriques 1331 I et 1331 II est limitée à 500 t.</p> <p>La teneur en azote des engrais stockés N est inférieure ou égale à 33,5% en poids</p>
1331-III	NC	<p>Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen du Parlement européen n° 2003/2003 et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001</p> <p>III- Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I ou II (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 1250 t</p>	<p>Le stockage maximal dans le « bâtiment engrais » est limité à 1 249 t</p>
2175	D	<p>Dépôts d'engrais liquides en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000 l. La capacité totale est supérieure à 100 m³, mais inférieure à 500 m³.</p>	<p>La quantité maximale est de 200 m³</p>

2260-1	NC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange...des substances végétales et de tous produits organiques naturels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est inférieure ou égale à 100 kW	La puissance installée des machines est de 6,5 KW
2920-2	NC	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa La puissance absorbée est inférieure à 50 KW	La puissance totale des compresseurs d'air est de 5,5 KW

A (Autorisation) - D (Déclaration) - DC déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement - NC non classé.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

D'ici fin décembre 2010 (délai maximal), la cuve de 35 t de propane est remplacée par une cuve de 12 t – (rubrique 1412 – régime de la déclaration soumise à contrôle périodique).

Les installations de stockage sont réparties selon le tableau suivant :

SILO 1 (métallique)	
20 cellules ouvertes d'une capacité unitaire de 330 m ³ , soit 6 600 m ³	
2 boisseaux (toit béton) de 64 m ³ , soit 128 m ³	
SILO 2 (béton)	
12 cellules ouvertes d'une capacité unitaire de 1 066 m ³ , soit 12 792 m ³	
4 as de carreau d'une capacité unitaire de 215 m ³ , soit 860 m ³	

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. DEFINITION DES ZONES DE PROTECTION

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de la société SEVEPI.

Les zones des premiers effets létaux et irréversibles sont définies par les distances d'éloignement par rapport à la limite des installations citées dans les tableaux ci-dessous :

Installations	Effets de surpression				
	Distances atteintes au sol				
	300 mbar	200 mbar	140 mbar	50 mbar	20 mbar
Explosion dans un boisseau du silo 1	NA	NA	NA	20 m	50 m

NA : Non atteint.

Pour les effets de surpression sur les structures :

- 20 hPa ou mbar, seuil des destructions significatives de vitres ;
- 50 hPa ou mbar, seuil des dégâts légers sur les structures.

Pour les effets de surpression sur l'homme :

- 20 hPa ou mbar, seuil des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme ;
- 50 hPa ou mbar, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine ».

Risque incendie	Effets thermiques Distances au sol					
	200 KW/m ²	20 KW/m ²	16 KW/m ²	8 KW/m ²	5 KW/m ²	3 KW/m ²
Incendie dans une cellule du silo 1	0,6 m	1,7 m	1,9 m	2,7 m	3,4 m	4,4 m
Incendie dans un boisseau du silo 1	0,4 m	1,1 m	1,3 m	1,8 m	2,3 m	2,9 m
Incendie de séchoir	0,8 m	2,4 m	2,7 m	3,7 m	4,7 m	6,2 m

Pour les effets sur les structures :

- 5 kW/m², seuil des destructions de vitres significatives ;
- 8 kW/m², seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;
- 16 kW/m², seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton ;
- 20 kW/m², seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton ;
- 200 kW/m², seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes.

Pour les effets sur l'homme :

- 3 kW/m², seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 5 kW/m², seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- 8 kW/m², seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».

La distance d'ensevelissement suite à une rupture de paroi du silo 1 est de 11 m et celle afférente à la rupture d'une paroi du silo 2 est de 18 m.

ARTICLE 1.5.2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

En cas de modification des installations, l'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés aux articles R 512-6 à R 512-10 du code de l'environnement. Ces éléments porteront sur les projets de modifications des installations. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

CHAPITRE 1.6 ARRETES, CIRCULAIRES INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

TITRE 2 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 2.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2.1.1. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

ARTICLE 2.1.2. FORMATION DU PERSONNEL

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement, et aussi souvent que nécessaire (suite à incidents/prèsque incidents,...).

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES DE SECURITE ET PROCEDURES D'EXPLOITATION

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux, de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave et d'accident.

Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.1.4. INTERDICTION DE FUMER

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

ARTICLE 2.1.5. PERMIS DE FEU

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment:

- Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- La durée de validité,
- La nature des dangers,
- Le type de matériel pouvant être utilisé,
- Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur (ou d'un pulvérisateur à eau) adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

ARTICLE 2.1.6. DECLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

En application de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2 IMPLANTATION ET AMENAGEMENT GENERAL

ARTICLE 2.2.1. ELOIGNEMENT DES LOCAUX ADMINISTRATIFS

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention.

Cette distance est d'au moins 10 mètres pour les silos plats et 25 mètres pour les silos verticaux.

ARTICLE 2.2.2. ACCES AUX INSTALLATIONS

Le site est clôturé. En dehors des périodes de fermeture, les installations sont accessibles après passage par l'accueil ou le système de pesée.

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Des dispositions doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

ARTICLE 2.2.3. AIRES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

La fosse de déchargement du silo 2 est en-dehors des cellules de stockages.

Les aires de chargement et de déchargement des produits du silo 1 sont situées en dehors des capacités de stockage.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

CHAPITRE 2.3 PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

ARTICLE 2.3.1. PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions identifiées dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive,
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives,
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre,
- les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les installations (silos,...) ne doivent pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective.

ARTICLE 2.3.2. DISPOSITIFS DE SECURITE DES APPAREILS DE MANUTENTION ET DE FILTRATION

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Installation Fonction	Équipements	Mesures de prévention DéTECTEURS de dysfonctionnement
Transfert des produits	Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> - relais thermique sur moteurs - appareils capotés et mise en service asservi à l'aspiration (pour le silo 1) - paliers externes - détecteurs de bourrage asservis au fonctionnement des silos - trappes de bourrage
	Transporteurs à bande	<ul style="list-style-type: none"> - relais thermique sur moteurs - fonctionnement asservi au fonctionnement de l'aspiration en jetée - contrôleurs de rotation et de déport de bandes - bandes anti-statiques (NF EN 20284) et non propagatrices de la flamme (NF EN 20340) - capotage de la jetée des bandes
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> - relais thermique sur moteurs - fonctionnement asservi au fonctionnement de l'aspiration - capteurs de rotation et de déport de sangles - sangles anti-statiques (NF EN 20284) et anti-propagation de flammes - paliers externes - vitesse inférieure à 3 m/s
Aspiration	Tout équipement	<ul style="list-style-type: none"> - relais thermique - fonctionnement des équipements asservi au fonctionnement de l'aspiration avec temporisation en fin
Dépoussiérage	Cyclones	<ul style="list-style-type: none"> - turbine sur le circuit d'air sale - mise à l'air libre permanente - écluse séparative

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont formalisés sur tout document approprié.

ARTICLE 2.3.3. PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE – NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières.

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

En particulier, les locaux électriques (local transformateur, centralisation des alarmes,...) font l'objet de nettoyages dûment adaptés.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des repères peints au sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir les fréquences de nettoyage.

Le nettoyage est réalisé à l'aide de systèmes d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

ARTICLE 2.3.4. SYSTEME D'ASPIRATION

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant :

- toutes les parties métalliques sont reliées à la terre,
- une mesure des débits d'air est réalisée à la suite de toute modification du réseau d'aspiration afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage,
- le local déchets (caisson) est implanté à l'extérieur des enceintes de stockages,
- le cyclone est muni d'une mise à l'air libre permanente (pas de confinement).

Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en points d'aspirations (nombre et localisation).

ARTICLE 2.3.5. PREVENTION DES RISQUES D'AUTOECHAUFFEMENT

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Les cellules de stockage sont équipées comme suit :

Installation	Type	Nombre	Report d'alarme
Cellules du silo 1 (métallique)	Sondes thermométriques fixes	1 sonde par cellule, avec 3 capteurs par sonde	Oui, local de supervision
Cellules du silo 2 (béton)	Sondes thermométriques fixes	1 sonde par cellule, avec 5 capteurs par sonde	Oui, local de supervision
As de carreau du silo 2	Sondes thermométriques fixes	1 sonde par cellule, avec 5 capteurs par sonde	Oui, local de supervision

Le temps de séjour (stockage temporaire) des produits dans les boisseaux du silo 1 ne doit pas être de nature à créer des risques particuliers.

Après atteinte d'un seuil de pré-alarme de température dûment fixé, l'exploitant procède à la ventilation de la (ou des) cellule(s) concernée(s) et procède si nécessaire au transilage et/ou au déstockage du produit.

Le relevé de température est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation et en particulier en cas de panne de thermométrie.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Cette procédure doit être communiquée aux pompiers du SDISS.

Les durées de stockage des produits dans les deux boisseaux de 64 m³ de capacité unitaire du silo 1 ne doivent pas être de nature à créer des risques particuliers (auto-échauffement,...).

ARTICLE 2.3.6. VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter toute amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé annuellement et à chaque fois que nécessaire.

CHAPITRE 2.4 MESURES DE PROTECTION

ARTICLE 2.4.1. MESURES DE PROTECTION CONTRE UNE EXPLOSION

Article 2.4.1.1. Événements et surfaces soufflables

Les volumes des bâtiments et les sous ensembles exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets de ce phénomène dangereux :

	Localisation	Dimension des surfaces soufflables	Pression statique d'ouverture	Nature des surfaces
SILO 1	Tour de travail	1 165 m ²	30 mbar	Tôles bac acier
	Combles et cellules	810 m ²	20 mbar	Tôles Fibrociment
		180 m ²	30 mbar	Tôles bac acier
	Boisseaux	5 m ²	300 mbar	Béton
SILO 2	Tour de travail	136 m ²	30 mbar	Tôles bac acier
	Combles et cellules	1293 m ²	20 mbar	Tôles fibrociment

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de la pérennité de leur efficacité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

Les cellules de stockage des silos sont de type ouvertes et les boisseaux (silo 1) sont recouverts d'une dalle béton.

Les as de carreaux du silo 2 doivent être du type ouvert. Dans le cas contraire, l'exploitant doit les équiper (raccord dûment fixé et compatible avec le flexible du camion de livraison d'azote) afin de pouvoir les inerte.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

L'exploitant met en œuvre des dispositions circonstanciées pour assurer la sécurité du personnel (hors le personnel nécessaire à la conduite des installations) séjournant à un moment donné dans le local administratif.

Article 2.4.1.2. Découplage

Conformément à l'étude de dangers, certains sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant met en œuvre des dispositifs (portes, cloisons, trappes...) de découplages judicieusement implantés et dûment conçus (résistance à la surpression accidentelle maximale, fixations,...) permettant d'interdire la survenue d'une explosion secondaire dans une installation adjacente à une installation où a eu lieu une explosion primaire.

Des dispositifs de découplage dûment dimensionnés et fixés doivent être afférents à la tour de manutention, aux espaces sur et sous cellules.

En particulier :

- la tour de travail (manutention) du silo 1 est découplée des combles sur cellules (galerie supérieure) par une paroi de découplage dûment dimensionnée et fixée,
- la benne à poussières doit être implantée en-dehors des silos et sa couverture doit être dûment éventable.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par une porte, celle-ci est maintenue fermée, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

Article 2.4.1.3. Autres dispositions

Article 2.4.1.3.1. Stockages des produits

Les stockages d'engrais solide, de produits toxiques, de produits dangereux pour les organismes aquatiques doivent être suffisamment éloignés des autres stockages de façon qu'un incendie sur une installation environnante ne puisse y créer un effet domino (décomposition thermique d'engrais,...). Dans le cas contraire, l'exploitant devra mettre des murs coupe-feu 2h et des portes pare-flamme 1h, pour atteindre cet objectif.

L'exploitant doit gérer ses bâtiments « engrais » ...de manière à interdire les entreposages de produits incompatibles entre eux ou susceptibles de créer ou d'augmenter les risques (produits combustibles dans le bâtiment engrais, par exemple).

Stockage des produits classés sous la rubrique 1331

Les stockages sont exploités de façon à ne pas générer de poussières à l'extérieur du bâtiment.

Les engrais 1331, non-conformes (fines, produits souillés par des huiles,...) sont inertés dans les meilleurs délais par un produit approprié, stockés en un endroit adéquat et traités en tant que déchets. Le gerbage des produits conditionnés est limité, à partir du sol, à 2 GRVS. Les aires de stockage sont nettoyées à chaque fois que nécessaire.

Stockage des produits classés sous les rubriques 1111, 1172 et 1173

Le bâtiment de leur stockage doit, à ses entrées, être équipé de seuils relevés de façon à interdire la migration de matières polluantes vers le milieu extérieur.

Les quantités de matières combustibles sont aussi réduites que possible, dans les aires réservées à ces stockages.

La cuve à fioul doit être implantée de manière qu'un événement redouté (incendie, perte de confinement,...) ne puisse créer un effet domino sur une installation proche.

Le stockage des produits doit être géré de façon qu'un incendie sur un stockage intérieur ou extérieur ne puisse créer un effet domino sur les produits classés sous ces rubriques.

L'exploitant doit à tout moment connaître la quantité des produits classés sous chacune de ces rubriques, afficher et tenir à la disposition des services de secours le plan de leur implantation et les risques qui y sont associés (très toxiques...).

Les engins de manutention peuvent être remisés dans les bâtiments entreposant les produits classés sous ces rubriques, sous la réserve qu'ils ne créent pas de risques particuliers (coupe batterie ouvert, pas d'égouttures,...).

Stockage des produits classés sous les rubriques 2175

L'exploitant doit exploiter son stockage d'engrais liquides de manière à ne pas créer un impact sur le milieu récepteur. Le réservoir est implanté dans une cuvette de rétention étanche et dûment dimensionnée. Les aires de chargement et de déchargement de l'engrais liquide est implantée sur des surfaces étanches munies de rétention dûment conçues pour récupérer les égouttures accidentelles.

Article 2.4.1.3.2 Séchoirs

L'exploitant met en sécurité (consignation et déconnexion électrique,...) les séchoirs 1 et 2 et leurs installations annexes (chaudières,...).

Selon l'échéancier du titre 4, l'exploitant dépose (réduction des pièges à poussières,...) les séchoirs 1 et 2 et leurs installations annexes.

L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes pour les séchoirs de grains et les installations annexes :

- une consigne de sécurité (mode opératoire) est établie, connue du personnel habilité à la conduite des séchoirs et dûment appliquée. Elle doit être afférente aux actions à réaliser :

- avant le remplissage des séchoirs,
 - lors de leur remplissage,
 - à la mise en route des ventilateurs,
 - au réglage des séchoirs (en fonction du produit),
 - au réglage des régulateurs de température,
 - à la mise en route des brûleurs,
 - à leur arrêt (tous produits, tournesol,...)
 - un nettoyage complet et approfondi est réalisé après chaque campagne céréalière,
 - un nettoyage est effectué chaque fois que nécessaire pendant la campagne céréalière,
 - le nettoyage circonstancié des grains doit être accompli en amont de leur introduction dans le séchoir,
 - un niveau de sécurité vide avec un seuil dûment choisi (niveau bas dans la trémie d'alimentation) est mis en œuvre,
 - un niveau de sécurité plein avec un seuil dûment établi (niveau haut dans la trémie de reprise du grain sec) est implanté.
- Ces deux organes de sécurité doivent être indépendants des dispositifs de conduites (régulateur de débit des séchoirs,...).
- Les séchoirs doivent être toujours alimentés et le produit repris en permanence afin d'interdire notamment tout choc thermique par les arrêts intégraux des brûleurs et leur remise en fonctionnement,
- la température de l'air chaud doit être maîtrisée par une sonde de température positionnée dans l'air chaud et qui est reliée à un détecteur de seuil (dûment choisi) et par des sondes de température disposées dans les couloirs d'air usé. Le dépassement des seuils dûment préétabli doit entraîner automatiquement l'arrêt général du séchoir, la mise en action d'un signal sonore audible du personnel et la fermeture des volets d'air.

Avant juin 2010, l'exploitant fait procéder à l'asservissement automatique de l'arrêt général du séchoir, à l'arrêt de son alimentation en gaz propane.

Une procédure spécifique connue du personnel habilité à la conduite du séchoir doit être appliquée et affichée à proximité du séchoir. Elle doit comporter le mode opératoire de son fonctionnement et la conduite à tenir en cas de survenance d'un incident/accident.

La canalisation d'alimentation des séchoirs doit être repérée et protégée des heurts de véhicules. Son bon état (absence de corrosion, de chocs,...) doit être vérifié aussi souvent que nécessaire. La vanne manuelle de fermeture de cette canalisation doit être repérée et dûment fonctionnelle.

Article 2.4.1.3.3 Stockage et distribution de propane

L'implantation, l'équipement et l'exploitation du réservoir de propane et les installations annexes (pompe,...) doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 1412.

Le réservoir de propane doit être implanté hors des zones d'effets dominos (surpression, effets missiles, ensevelissement) issues des phénomènes dangereux provenant des installations du silo 1, en particulier.

La canalisation de gaz propane entre le réservoir de propane et le local des séchoirs/brûleurs 3 et 4 doit être équipée de vannes automatiques dûment implantées afin que le volume de gaz rejeté suite à une rupture totale ou partielle (suite à un événement redouté) soit aussi faible que possible.

L'installation de stockage (et ses installations connexes-canalisation,...) doit être dûment protégée par tout dispositif adéquat vis-à-vis des heurts de véhicules et est implantée au sein d'une clôture grillagée.

L'exploitant doit gérer ses installations (éloignement, dispositifs de découplages, événements,...) de manière à éviter qu'une explosion de poussières, en particulier, ne vienne créer un effet domino sur la cuve de stockage de propane.

L'exploitant doit mettre en œuvre une organisation telle qu'il puisse justifier, à tout moment, de la masse totale de gaz présente dans l'établissement. Il enregistre, archive ce suivi et dispose de consignes et d'un dispositif conforme à l'alinéa précédent permettant de ne pas dépasser la masse maximale prévue.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et du caractère opérationnel du dispositif intérieur de remplissage (éventuellement redondant) au moyen de tests et contrôles réguliers.

*Selon l'échéancier du titre 4 **et pour la cuve de 35 t de propane** :*

- l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les zones d'effets thermiques et de surpression de la cuve de propane remplie à 35 t avec les seuils respectivement de 5, 8, 16, 20, 200 KW/m² et de 20, 50, 140, 200 et 300 mbars et remet une étude technique visant à démontrer et justifier la probabilité E du phénomène BLEVE du réservoir de propane et à caractériser les barrières préventives permettant d'atteindre cette probabilité. A défaut, des mesures appropriées seront proposées et mises en œuvre,
- le dispositif limiteur de remplissage (35 t de gaz au maximum) disposera d'un déclenchement en cas de dépassement du seuil, entraînant éventuellement, après temporisation, l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir et l'information de l'exploitant,
- un système d'arrosage fixe raccordé à une alimentation en eau dûment dimensionnée doit pouvoir assurer un débit minimal de 6 L/m²/minute et avec pour objectif d'assurer un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir. Ce système d'arrosage doit pouvoir être déclenché par un arrêt d'urgence à commande manuelle (et judicieusement implanté) et en automatique par détection fusible.

Selon l'échéancier du titre 4 et pour la cuve de propane de 12 t de propane, l'exploitant après avoir procédé d'ici fin décembre 2010 à la dépose en toute sécurité de la cuve 35 t, doit respecter les dispositions suivantes :

- conformité de la cuve de 12 t et de ses équipements annexes (vaporiseur,...) aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur,
- implantation de la cuve en un lieu en dehors des effets de surpression et d'ensevelissement des installations du silo,
- protection de la cuve par tout moyen approprié et dûment fixé pour éviter son heurt par tout véhicule,
- implantation d'une rampe d'arrosage permettant d'assurer un débit suffisant pour former un film d'eau homogène sur la surface de la cuve,
- mise en œuvre d'un limiteur de remplissage (12 t de gaz au maximum) doté d'un dispositif déclenchant en cas de dépassement du seuil, et entraînant après temporisation, l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir et l'information de l'exploitant.

Le respect des prescriptions ci-dessus entraîne la non obligation pour l'exploitant de satisfaire aux prescriptions insérées dans l'échéancier afférent à la cuve de propane de 35 t.

ARTICLE 2.4.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS,
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre,
- la procédure d'inertage, la procédure d'intervention en cas d'autoéchauffement.

L'exploitant doit disposer d'une colonne sèche au droit de chaque tour de manutention des silos 1 et 2 dont l'accès soit aisé et libre en permanence, par les services de secours. Ces colonnes vont être équipées au niveau du sol et à chaque étage de la tour de travail, des sorties normalisées nécessaires.

L'exploitant doit pouvoir mettre à disposition des services de secours extérieurs un poteau incendie implanté à moins de 100 m des risques à couvrir. Ce poteau devra assurer un débit d'au moins 40 m³/h.

L'exploitant doit pouvoir disposer d'une réserve d'eau d'un volume d'au moins 200 m³, en s'assurant notamment :

- que la plate-forme d'utilisation offre une superficie suffisante afin d'assurer la mise en œuvre aisée des 2 engins des sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assurée par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu,
- que ce point d'eau soit accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès,
- qu'il soit signalé et curé périodiquement,
- que la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 m,
- que le volume d'eau contenu dans cette réserve soit d'au moins 200 m³.

L'exploitant fait valider ses moyens de lutte contre un incendie par une société compétente et une attestation est adressée à l'inspection.

TITRE 3 PRESCRIPTIONS GENERALES

CHAPITRE 3.1 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 3.1.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration d'antériorité, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 3.1.2. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 3.1.3. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des dispositions des articles R512-74 et suivants du code de l'environnement, la cessation d'activité d'une installation comprend les étapes suivantes.

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le préfet au moins trois mois avant son arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-75 et R512-76 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.1.4. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 3.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 3.3 DANGER OU NUISANCE NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 3.4 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un

délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

TITRE 4 ECHEANCES

Article	Objet	Échéance à compter de la notification de l'arrêté
2.4.1.3.2	Séchoirs 1 et 2	juin 2011
2.4.1.3.3	Stockage de 35 t de propane	décembre 2010
2.4.1.3.3	Stockage de 12 t de propane Mise en oeuvre d'une cuve de capacité maximale de 12 t (en remplacement de la cuve de 35 t)	décembre 2010

TITRE 5 EXECUTION DE L'ARRETE

ARTICLE 5.1.1. NOTIFICATION ET COMMUNICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Un extrait sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

ARTICLE 5.1.2. EXECUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Guîtres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (DREAL UTE, DREAL Rouen),
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué départemental de l'agence régionale de la santé
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Évreux, le 12 mai 2010

La Préfète,
Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général


Pascal OMEGLY